

Protectionnisme ? *Jean Pisani-Ferry*

Alors qu'à Honk-Kong, les ministres du commerce abordent une phase importante de la négociation du cycle de Doha, le protectionnisme a fait son retour dans le débat politique français. Dès le 29 mai, Nicolas Sarkozy évoquait la préférence communautaire. Puis Dominique de Villepin a inventé le patriotisme économique. Au congrès du Mans, le PS a fait un pas de plus en ressuscitant le tarif extérieur commun.

L'envie d'appuyer sur le bouton « pause » se comprend. Comme ses voisines, l'économie française doit faire face à un double choc : européen avec l'élargissement, et externe avec la montée des pays émergents. L'affaire des importations textiles chinoises, il y a quelque mois, a donné la fièvre. Et pourtant, c'était une crise à l'ancienne. Désormais, la concurrence des pays émergents touche des entreprises modernes. Dans chaque sous-préfecture, on tremble pour celle qui fait la fierté de la ville – quand elle existe encore.

Le renouveau protectionniste se nourrit aussi d'une incertitude. Il y a dix ans, la voie de l'adaptation était escarpée, mais nettement tracée : l'avenir était à l'éducation, à la technologie et aux services. Depuis, nous avons découvert que la Corée investissait bien davantage que nous dans l'enseignement supérieur, que de grandes entreprises délocalisaient leurs laboratoires, et que l'Inde devenait un grand exportateur de services. Nous ne savons plus où est notre avantage comparatif.

Deux choses sont claires cependant. La première est que la France devient un petit pays. Il y a vingt ans, elle pesait 4% dans l'économie mondiale, mais en fait nettement plus si l'on tient compte de ce que la Chine, l'Inde et l'URSS vivaient à part. Elle pèse aujourd'hui 3% et, dans vingt ans, fera moins de 2% : à peine plus que la Suisse dans l'économie capitaliste des années soixante. C'est, en partie, une bonne nouvelle, parce que les productions où le pays excelle – disons, les Airbus et le Bordeaux – trouveront un débouché sans commune mesure avec le marché intérieur. Mais une petite économie ne survit qu'en se spécialisant et en abandonnant consciemment l'ambition de produire un peu de tout. Le saupoudrage auquel a donné lieu la sélection des « pôles de compétitivité » montre que nous en sommes loin.

La deuxième certitude est que tout ce qui peut être imité sera imité. Les entreprises qui créent du revenu sont celles qui échappent à la loi d'airain de la concurrence par le prix en produisant des bien inimitables (le Champagne) ou qui n'ont pas encore été imités (l'iPod). Aujourd'hui, les entreprises européennes vendent cher et réussissent dans le commerce mondial. Elles ont encore beaucoup de rentes. Mais pour les conserver, elles doivent absolument conserver leur spécificité et leur avance et pour cela, adopter une stratégie du mouvement.

Jouer le protectionnisme, ce serait freiner la spécialisation et ralentir le mouvement : exactement le contraire de ce qu'il faut à nos économies pour continuer à générer du revenu dans un monde en transformation.